

Christophe bouton

Christophe Bouton est professeur de philosophie à l'Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, membre junior de l'Institut Universitaire de France. Il a consacré une grande partie de ses travaux aux questions du temps et de l'histoire dans la pensée moderne et contemporaine. Il a publié notamment *Temps et liberté* (PUM, 2007), *J'ai pas le temps !* (Gallimard Jeunesse, 2010, Prix Thyde Monnier 2010 de la SGDL), et a édité, avec Bruce Bégout, le volume collectif *Penser l'histoire. De Karl Marx au siècle des catastrophes* (L'éclat, 2011).

« le temps de l'urgence » ed lormont 2013

L'ouvrage de Christophe Bouton se présente comme une enquête, interdisciplinaire et appuyée sur une série de faits puisés dans l'actualité politique, sociale et économique, sur le rapport spécifique au temps qu'introduit l'idéologie contemporaine de l'urgence. Il s'agit de comprendre les conséquences, mais aussi les conditions sociales et politiques d'émergence, de l'urgence comme rapport naturalisé des individus et de la société au temps. Autrement dit, Bouton s'interroge sur l'évidence de l'urgence comme version contemporaine du temps : pourquoi accepte-t-on que notre vie soit emportée dans une activité allant sans cesse en s'accéléralant, où nous devrions maximiser le nombre d'actions dans un temps toujours plus court, que ce soit au travail, dans nos loisirs, mais aussi dans l'activité judiciaire ou universitaire, pour ne citer que quelques champs explorés par l'auteur ? Christophe Bouton interroge donc l'urgence en tant que norme sociale du temps, en tant que fait social total, qui s'impose à tous les individus sous couvert d'une évidence non interrogée — « c'est comme ça » — ou d'une menace permanente — « on ne peut pas faire autrement, sinon c'est la mort ».

2Des travaux, comme l'ouvrage généraliste de Nicole Aubert, *Le culte de l'urgence*, mais aussi ceux de Vincent de Gaulejac, plus orientés sur la question du travail, ont déjà posé cette question, mais dans une perspective restrictive en comparaison de l'ambition de Bouton. Aubert et Gaulejac adoptent en effet le point de vue de la sociologie clinique qui revient à explorer, de manière subtile et articulée, le poids des contraintes sociales comparé à celui des dynamiques subjectives et psychiques dans la construction de la servitude volontaire à l'urgence. Le projet de Bouton est, conformément aux ambitions de la philosophie, de saisir le problème dans une perspective large et synthétique à la fois en embrassant une série de terrains divers concernés par l'urgence (médecine, économie, justice, environnement, politique, culture, etc.), mais aussi en s'appuyant sur de nombreux domaines théoriques (philosophie, sociologie, psychologie, sciences économiques, etc.).

3Cette ambition un peu universaliste ne nuit pas à la compréhension de la démarche de Bouton qui, dans un style toujours clair, didactique, reprend les théories auxquelles il se réfère en les articulant toujours à la problématique de l'urgence comme fait social total. À la lecture, on s'aperçoit assez vite de la position de l'auteur qui dégage clairement au chapitre 3 ce qui constitue pour lui la cause première de l'instauration de l'urgence comme idéologie générale des sociétés contemporaines : les excès du capitalisme. Le travail de l'auteur consiste alors à faire entendre la manière dont on peut saisir, à partir d'une relecture du *Capital* de Marx, et notamment de la notion de « sur-travail » et de « productivité », comment l'urgence est devenue un rapport au temps qui permet, non sans aporie, et c'est là sans doute le plus intéressant, de servir le capitalisme. Assez classiquement, Bouton montre comment l'urgence est présente dans le fordisme et le toyotisme où l'injonction à gagner du temps, associée à une menace (de perdre son emploi, d'être sous-évalué etc.), constitue le fil directeur de ces concepts d'organisation du travail : alors que le salarié vend un temps de travail à son employeur, celui-ci l'exploite en le densifiant, c'est-à-dire en introduisant de plus en plus d'actions dans le même temps, éventuellement raccourci. Cela vaut pour les ouvriers, comme pour les cadres. Mais Bouton soulève une contradiction forte : cette injonction à l'urgence

épaise les salariés et provoque un travail mal fait qui est dommageable à la fois pour la qualité des produits et services d'une entreprise, mais aussi pour la santé psychique du salarié qui perd le sens de son identité professionnelle en perdant le sens du travail bien fait. Ici, l'équation capitaliste n'est plus possible car, comme l'a souligné Marx, ainsi que le rappelle Bouton, le temps de travail et la rémunération associée doivent au moins permettre au salarié de récupérer sa force de travail pour la remettre à l'œuvre indéfiniment et de manière constante. De ce point de vue, alors que l'instauration de l'urgence cherche à augmenter la force de travail par la productivité, elle aboutit à faire s'amenuiser, sur le moyen terme, cette même force de travail par la précarisation psychique des sujets.

4De longs passages du livre sont consacrés à ce décorticage de l'influence du modèle capitaliste sur l'édification de l'urgence comme norme sociale qui, depuis le champ de l'entreprise, a contaminé tous les domaines de la société. Un état des lieux passionnant est constitué au chapitre 1, ce qui permet à l'auteur de dessiner les contours d'une définition de l'urgence (fin du chapitre 1) qu'il distingue de la vitesse et dont il souligne la nécessité, qu'elle soit associée à une menace réelle ou imaginaire. C'est d'ailleurs cette différence, pas toujours perçue, entre réel et imaginaire, qui fait que l'urgence peut envahir tous les champs de la société. Si la menace est souvent réelle dans l'urgence médicale, elle est parfois imaginaire, construite, dans le monde du travail ou quand elle concerne les questions d'environnement. À ce sujet, Bouton interroge le terme de *deadline*, devenu très à la mode, pour décrire la nécessité urgente de tel ou tel travail : on voit comment l'idée de mort (*dead*) est introduite là où le danger n'est pas toujours clairement identifié, mais toujours implicitement énoncé (danger de mort de l'entreprise, de perte de son emploi et donc de mort sociale de soi, etc., dont la dimension hyperbolique n'est souvent pas désamorcée).

5Bouton s'attache dans le chapitre 2 à lister et à commenter les dégâts produits par l'urgence, sur les plans social et individuel. Dès ce chapitre, puis en les affinant au suivant, l'auteur propose d'intéressantes grilles de lectures du phénomène de l'urgence en tentant de faire la part entre ce qui relève d'une servitude volontaire de l'individu et du poids de normes sociales non maîtrisables. Même si les explications psychiques sont explorées (certains sujets auraient un goût pour l'urgence, l'urgence constituerait un choix, une satisfaction inconsciente), c'est l'explication sociologique et politique qui convainc l'auteur dès lors qu'il convoque Bourdieu et Foucault. Deux grilles sont alors proposées. En se référant à Bourdieu, Bouton suggère que le rapport au temps, mis en acte et montré notamment dans le monde de l'entreprise, devient une possibilité de se distinguer. L'urgence est alors le rapport au temps le plus légitime, reconnu et légitimé collectivement, ce qui prouve bien, en retour, la dimension de fait social total de l'urgence où le chômeur comme le travailleur ou le vacancier sont concernés par l'injonction à agir dans l'urgence. Ensuite, Bouton évoque la possibilité de comprendre l'urgence et son emprise généralisée de manière foucauldienne en la considérant comme une « discipline ». Des extraits de *Surveiller et punir* sont insérés avec pertinence et sont extrêmement éclairants. Foucault y démontre comment le supplice et la torture ont été remplacés par des peines converties en temps (de prison, de travaux d'intérêt général, etc.). Bouton en déduit les prémisses de l'urgence comme discipline puisque la sanction sociale revient à priver l'individu de vivre l'urgence en l'immobilisant sur une période de temps, là où, au contraire, le sujet valorisé socialement est celui qui démontre que son temps est compté, précieux, et qu'il est dans l'urgence permanente.

6Malgré ces passages fort intéressants, on pourra regretter que l'auteur n'investisse pas plus le fait que le rapport au temps sous la forme de l'urgence fasse l'objet, pour chaque sujet, de bricolages singuliers, non uniformes, subjectifs en somme. Face aux développements sur l'assujettissement à l'urgence, on aurait apprécié une réflexion sur la subjectivation de

l'urgence qui ne soit pas entrevue que du simple point de vue de l'intériorisation et de la naturalisation de la norme. Il y a ainsi sans doute à enquêter sur les solutions psychiques de résistance et d'appropriation de l'urgence qui donneraient au propos du livre une tournure parfois moins pessimiste.

7Au demeurant, l'auteur propose à la fin de l'ouvrage des pistes pour mettre fin au règne de l'urgence en intitulant malicieusement le dernier chapitre « Arrêt d'urgence ! ». L'auteur écarte un certain nombre de solutions qui, sous des apparences inventives apparaissent comme des impasses en renforçant au final le phénomène de l'urgence. Les solutions alors proposées sont ambitieuses, politiques et juridiques, consistant par exemple à plaider pour une pénalisation de la mise en œuvre outrancière de l'urgence dans les organisations, ou encore à réformer le capitalisme en encadrant la logique financière qui, selon Bouton, est à l'origine, via la pression des actionnaires spéculateurs, de la course à la productivité. Les solutions proposées, si elles ont un intérêt certain sur le plan théorique, en permettant encore mieux de comprendre le phénomène de l'urgence en contrepoint, paraissent limitées sur le plan pratique car associées, dans la présentation qu'en fait l'auteur, à une teinte de pessimisme quant à leur possible mise en œuvre dans une société où les rapports de force l'emportent le plus souvent du côté de l'économie que du droit et donc du politique.